

A Saint-Denis, «l'école des imams» dans le viseur de la justice

Selon nos informations, une enquête préliminaire pour «abus de confiance» et «recel d'abus de confiance» a été ouverte il y a un mois par le parquet de Bobigny (Seine-Saint-Denis) et vise la gestion de l'Institut européen des sciences humaines.



Ahmed Jaballah, le doyen de l'Institut européen des sciences humaines de Saint-Denis. DR

Par **Jean-Michel Décugis**

Le 29 juillet 2020 à 17h00, modifié le 29 juillet 2020 à 17h01

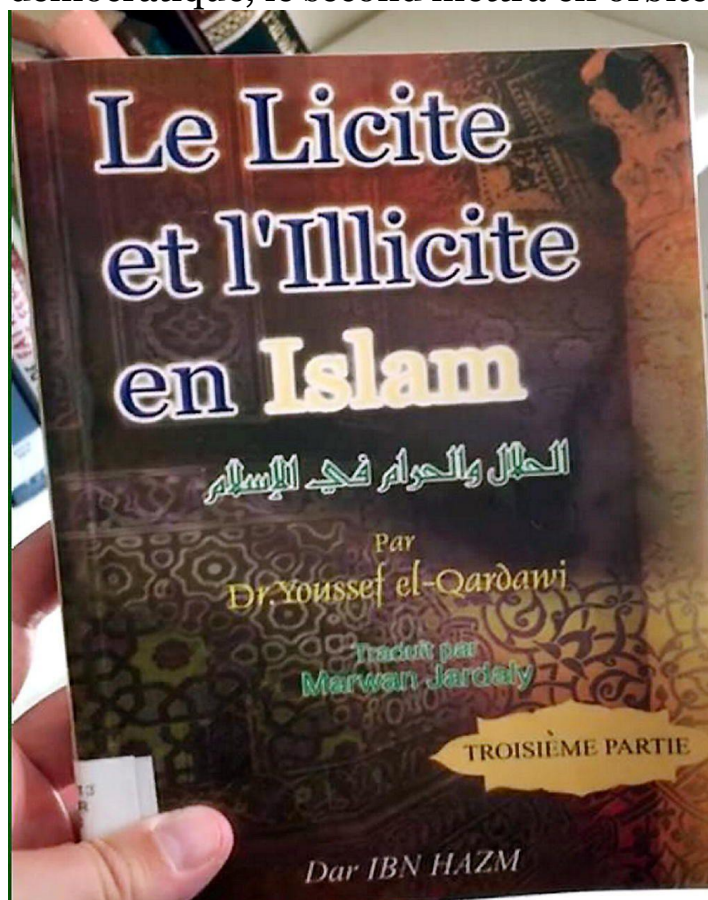
C'est journée portes ouvertes, ce dimanche 12 juillet, à [l'Institut européen des sciences humaines de Saint-Denis](#), plus connue sous l'acronyme IESH. Ici, on forme les futurs imams et les enseignants des écoles coraniques mais aussi de simples citoyens qui veulent apprendre l'arabe ou se rapprocher de l'islam. Environ 1500 étudiants passent chaque année dans cet établissement supérieur privé qui bénéficie « d'une reconnaissance académique délivrée par le Rectorat de Créteil » et déploie des partenariats avec des universités, comme l'Institut catholique de Paris.

Voilà, pour la façade. La réalité est plus trouble. Il demeure autour de l'organisme des zones d'ombre à la fois dans le contenu de l'enseignement dont les programmes sont néanmoins consultables [sur le site de l'Institut](#), l'idéologie des fondateurs et professeurs ainsi que dans les sources de financement. Nous sommes en mesure de révéler que l'IESH, défavorablement connu des services de renseignement pour prôner un islam radical, est visé par une enquête préliminaire, ouverte, le 18 juin, par le parquet de Bobigny (Seine-Saint-Denis) pour abus de confiance, complicité et recels de ce délit. Les investigations ont été confiées à la brigade financière de la police judiciaire parisienne.

Dans la bibliothèque, un livre embarrassant

Cheveux blancs et lunettes sur le nez, c'est le cheikh Ahmed Jaballah, en personne qui, ce dimanche, renseigne, masque sur le visage, les visiteurs intéressés par la théologie. Le doyen, d'origine tunisienne, est à l'image de l'IESH, ambivalent. Côté face, il arbore un impressionnant CV (imam, professeur de théologie, docteur en islamologie à la Sorbonne) et prône un islam apaisé fidèle aux valeurs républicaines. Côté pile, il est l'ancien président de l'Union des organisations

islamiques de France (UOIF), devenue depuis Musulmans de France (MF), une émanation des Frères musulmans (*NDLR : organisation islamique née en 1928 en Egypte pour lutter contre « l'emprise laïque occidentale »*). Les services de renseignement lui prêtent une phrase embarrassante qu'il nie pourtant avoir prononcée mais, qui lui colle à la peau. « L'UOIF est une fusée à deux étages, le premier étage est démocratique, le second mettra en orbite une société islamique. »



Le livre « Le licite et l'Illicite en Islam » présent dans la bibliothèque de l'IESH ./DR

Ce dimanche, son discours est sans aspérité lorsque nous le sollicitons en vue de notre prétendue inscription en théologie, seule issue possible pour contourner l'interdiction à la presse de participer à cette journée. Pourtant en fouillant dans les rayons de la bibliothèque, nous sommes tombés sur l'ouvrage « Le Licite et Illicite en Islam ». Un livre interdit en France en 1995 avant d'être autorisé, et considéré par certains

comme antisémite, homophobe et misogyne... Son auteur, Cheikh Youssouf Al-Qaradawi, d'origine égyptienne, n'est autre que l'un des concepteurs du programme académique de l'IESH et le leader spirituel des Frères musulmans.

Des étudiants devenus des figures du djihadisme

Quelle est l'influence réelle des Frères musulmans au sein de l'IESH? La bibliothécaire ne souhaite pas rentrer dans le débat. « On étudie toutes les écoles et même les écoles salafistes. Un même texte est interprété de plusieurs façons. C'est à toi de choisir. » Ce libre arbitre ne peut-il pas se révéler dangereux? Dans l'annuaire des étudiants passés par l'IEHS de Saint-Denis, certains noms détonnent tel celui du [djihadiste Reda Hame](#), recruté en Syrie pour venir frapper une salle de concert à Paris. Ou celui d' [Inès Madani, condamnée à 30 ans de réclusion](#) en première instance pour avoir tenté de faire exploser une voiture près de Notre-Dame en septembre 2016. Une poignée d'autres étudiants de l'IESH, aux résonances moins médiatiques, est aussi partie combattre en Syrie.

Ces départs ne font pas de l'IEHS de Saint-Denis une école du djihad mais le passage de ces brebis galeuses par l'institut a fait redoubler les autorités de vigilance. D'autant que l'institut élabore un ambitieux projet de campus universitaire à Saint-Denis. Une ville dans la ville que les autorités ne voient pas d'un bon œil. Pas un hasard si en octobre dernier, la sous-commission contre les risques d'incendie et de panique a effectué une visite surprise à l'IESH. S'en est suivi un avis défavorable à l'accueil du public, et dans la foulée [un arrêté préfectoral de fermeture](#). Une première torpille.